

1. Projet de territoire : Le socle

→ Rapporteur : le président

RAPPORT

Table des matières

I. Une aspiration : accompagner les transitions pour le développement durable du territoire en s'appuyant sur des services de qualité et en préservant les ressources	3
A. Donner du sens	3
B. Agir maintenant et construire le futur	4
C. Reconnecter les communes à l'intercommunalité.....	4
II. Une méthode en cohérence avec l'intention.....	4
A. La coopération communes / intercommunalité au cœur du processus	4
B. Une administration qui se structure et change d'échelle	4
C. Une préparation budgétaire qui s'adapte	5
D. Un processus décisionnel renouvelé : l' élu positionné au centre de la décision.....	5
E. Des instances qui trouvent leur place	6
III. Une vision qui émerge et qui précise l'aspiration de départ : Accompagner les transformations pour le développement équilibré du territoire.....	6
A. Pour une égalité d'accès en partant des besoins, et un accompagnement des transformations.....	6
B. Une armature territoriale assumée.....	7
C. Une intercommunalité au service de ses communes : Au-delà du faire à la place	8
IV. Une observation pour comprendre le territoire	8
A. Des habitants plus nombreux et dont les besoins évoluent	8
1. Des logements insuffisamment diversifiés pour répondre à la diversité des besoins, notamment en lien avec la hausse des ménages de petite taille.....	8
2. Un territoire qui reste marqué par la part des familles et par conséquent l'attention particulière à porter aux moins de 20 ans et aux aînés.	9
3. Une diversité de profils socio-économiques à prendre en compte	9
4. Un accès aux services de proximité, publics comme privés, qui se fragilise et s'éloigne	10
5. Sans voiture, peu de solutions de mobilités et d'accès à l'emploi et aux services	11
B. Des défis environnementaux nombreux qui risquent de fragiliser la vitalité économique et la qualité de vie du territoire	12
1. Une dépendance territoriale aux énergies fossiles	12
2. Un territoire vulnérable face au renchérissement des coûts de l'énergie	12

3.	L'impérative adaptation au changement climatique et la préservation de la ressource en eau	13
C.	De nombreux atouts à valoriser pour renforcer l'attractivité du territoire.....	14
1.	Un tissu économique diversifié et robuste dont il faut accompagner et faciliter le développement dans un contexte de contraintes croissantes	14
2.	Une identité touristique et culturelle « Balcons du Dauphiné » à renforcer et mieux faire connaître	15
3.	Des productions agricoles de qualité avec un fort potentiel de valorisation en circuits courts	15
4.	Un territoire riche de ses diversités architecturales et patrimoniales	15
V.	Des enjeux locaux majeurs qui émergent en cohérence avec le contexte extérieur	16
A.	L'accès aux services en milieu rural.....	16
B.	La mobilité	17
C.	L'adaptation aux impacts du changement climatique	17
D.	La préservation de la ressource en eau	17
E.	La préservation de la biodiversité	18

Le projet de territoire a été construit par les élus communaux et intercommunaux. Il est constitué de trois dimensions : un socle qui définit les enjeux majeurs pour le territoire et ses habitants, les engagements de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné qui comprennent les orientations de politiques publiques déjà votées ou à venir, ainsi que le programme d'actions pour 2022-2023.



Le présent rapport traite du socle du projet de territoire. Il retrace la démarche, du point de départ à l'émergence d'enjeux majeurs. L'émergence d'une vision à l'horizon 2030 s'appuie sur une observation du territoire et de ses habitants.

I. Une aspiration : accompagner les transitions pour le développement durable du territoire en s'appuyant sur des services de qualité et en préservant les ressources

L'objectif poursuivi est de donner du sens (A) à un territoire nouvellement créé, de construire le futur tout en agissant maintenant (B), et de reconnecter les communes à l'intercommunalité (C).

A. Donner du sens

Les Balcons du Dauphiné sont nés d'une fusion de trois intercommunalités en 2017.

Il n'y a pas de ville centre et six communes (Crémieu, les Avenières Veyrins-Thuellin, Montalieu-Vercieu, Morestel, Saint-Chef, Tignieu-Jameyzieu) sont identifiées comme polarités par le Schéma de COhérence Territoriale (SCOT) de la Boucle du Rhône en Dauphiné.

Il s'agit d'un territoire de marges qui s'est construit en réaction aux dynamiques alentours.

Suite à la fusion, une première phase de construction s'est opérée uniquement sur des arbitrages liés à l'harmonisation des compétences ce d'autant que ces périmètres de compétences, et aussi les cultures politiques et professionnelles, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources humaines, des anciennes intercommunalités étaient assez disparates.

En 2020, cette première phase achevée, les élus ont souhaité définir une histoire commune en accompagnant les transitions tout en garantissant le développement territorial durable via des services

publics de qualité et l'utilisation sobre des ressources, dans un esprit de coopération avec les communes.

B. Agir maintenant et construire le futur

Ainsi, l'action publique portée par les communes et l'intercommunalité dépassera la seule gestion de court terme, assurant la prise en compte des enjeux clés pour le territoire, selon une vision stratégique d'ensemble. L'intercommunalité est ainsi positionnée dans son rôle de prospective afin d'essayer de voir loin, de prévoir et d'anticiper les besoins des habitants. Le seul pragmatisme ne suffit pas à préparer le futur du territoire aux événements qui s'enchaînent.

En parallèle, le contexte de raréfaction des ressources publiques entraîne la disparition des services d'accompagnement des acteurs locaux, tels les services déconcentrés de l'État, à laquelle s'ajoute le recul des services de proximité. Cela oblige les pouvoirs publics locaux à s'organiser. La conviction de départ est que l'intercommunalité « grande maille » peut utilement jouer ce rôle, ce qui nécessite néanmoins de définir une stratégie d'intervention à moyen terme (horizon 2030) à l'appui d'une réflexion approfondie quant aux enjeux à venir du territoire.

C. Reconnecter les communes à l'intercommunalité

L'ambition du projet de territoire est de définir le niveau d'intervention pertinent et de clarifier le rôle de chacun, notamment celui de la commune au sein de l'armature territoriale. Au-delà du renforcement des prérogatives obligatoires des intercommunalités, c'est bien la question de la réorganisation du bloc communal qui est à l'ordre du jour, sans oublier la structuration des coopérations interterritoriales.

En effet, la mutualisation et la coopération territoriale sont à la base du projet et garantissent la dynamique d'ensemble et le sentiment d'appartenance. La conviction de départ est que la communauté de communes se doit d'être au service des communes. Aussi, les réflexions concernant les actions de mutualisation, engagées en amont de la fusion, doivent être suivies d'effet.

II. Une méthode en cohérence avec l'intention

La méthode s'appuie sur la coopération entre communes et intercommunalité (A), la structuration de l'institution prenant en compte sa nouvelle dimension (B) et adaptant la préparation budgétaire (C). Le processus décisionnel est refondé (D) ce qui permet à chaque instance de trouver sa place (E).

A. La coopération communes / intercommunalité au cœur du processus

Dès la mise en place du bureau communautaire en juillet 2020, un conseiller délégué en charge de la coopération et de la mutualisation avec les communes est nommé. Les conditions sont ainsi créées pour que chaque commune puisse faire entendre ses besoins et la manière dont elle envisage le rôle de l'intercommunalité. Au cours de la première année, toutes les communes ont été rencontrées au moins une fois.

Les intercommunalités sont parfois pensées comme un outil efficace d'optimisation de l'organisation institutionnelle et administrative pour diminuer le nombre de communes. Il n'est en effet pas rare d'entendre que la France est la championne européenne du nombre de communes. Il est posé, dès l'origine du projet, que l'intercommunalité n'est pas un échelon supplémentaire de la décentralisation mais l'autre facette du bloc communal, qui permet également de faire ensemble.

La coopération doit permettre de partager, d'échanger dans un contexte collaboratif, ponctuel et flexible. L'idée est de travailler ensemble assez librement sur des orientations partagées.

B. Une administration qui se structure et change d'échelle

En 2020, la communauté de communes est peu administrée. Le budget alors consacré aux charges de personnel, hors enfance et petite enfance, représente 12% des dépenses de fonctionnement, largement en dessous des intercommunalités de même niveau. L'ingénierie interne et l'encadrement sont insuffisants. La culture interne réside en l'application de préconisations définies par des consultants extérieurs. Il est alors décidé de se donner les moyens d'agir. L'organigramme est « ouvert » en créant des postes de directrices et directeurs.

L'adaptation de la structure permet notamment le renforcement des fonctions supports. Les directeurs/directrices généraux(les) adjoint(e)s peuvent ainsi prendre de la hauteur et s'attacher à

accompagner l'exécutif dans la construction du projet de territoire et l'élaboration de politiques publiques. De nouveaux collaborateurs sont recrutés.

Cette stratégie contribue également à sécuriser le quotidien au plan juridique et technique. Le fait de disposer des compétences d'ingénierie pour se projeter permet la conduite de projets et leur mise en œuvre. Les rôles de chaque niveau hiérarchique sont précisés. Cela représente pour les Balcons du Dauphiné un changement de culture : anticiper les situations, analyser les enjeux, envisager les diverses options et éclairer les futures décisions.

En effet, rester sur une action publique qui souvent n'intervient qu'en réaction à des phénomènes qu'elle n'a pas su anticiper représenterait une difficulté à changer réellement la trajectoire du territoire, tel que souhaité.

Il est à noter que ce renforcement de l'administration, intégrant également la mise en conformité au regard du cadre réglementaire, a représenté une augmentation de 17 % de la masse salariale dès le budget 2021. Cela intègre une enveloppe de formation afin d'accompagner l'évolution des pratiques. L'encadrement dans sa globalité est formé à la facilitation et aux méthodes d'intelligence collective pour mettre l'expertise au service du choix politique en sortant du rôle de « sachant ».

Enfin, le nouveau siège administratif représente l'opportunité de rendre plus efficace et efficiente l'action des Balcons du Dauphiné par l'émergence d'un réel collectif, mais également par un travail en profondeur de rationalisation de l'organisation de la structure. L'optimisation de l'organisation est déployée.

C. Une préparation budgétaire qui s'adapte

Il convient de noter que le budget de la communauté de communes se compose d'un budget principal et de 8 budgets annexes qui doivent chacun faire l'objet d'un vote spécifique par chapitre.

En 2021, le budget principal s'équilibre à 40,78 millions d'euros en fonctionnement et à 20,57 millions d'euros en investissement. Ce budget reprend un excédent 2020 de 4,99 M€ de fonctionnement et de 11,41 M€ d'investissement. L'autofinancement global s'élève à 4,97 M€.

En premier lieu Il a fallu définir une méthode. La préparation budgétaire a fait l'objet de points mensuels en bureau. La stratégie a ainsi été élaborée. Elle consiste à contenir l'évolution des charges générales tout en améliorant le taux de réalisation budgétaire constaté. Cela s'est accompagné d'un pilotage des évolutions de la masse salariale. Le résultat de fonctionnement est utilisé pour financer les politiques publiques souhaitées pour le territoire et mises en œuvre en fonctionnement, en maîtrisant son utilisation dans le temps.

Cette stratégie adoptée en bureau, est déployée par chaque vice-président ou conseiller délégué qui construit son cadre budgétaire annuel. Les arbitrages se discutent au sein des conférences budgétaires permettant une analyse globale des besoins et leur articulation au regard des priorités politiques définies. Le bureau établit des priorités et réalise des choix. Le budget est présenté par politique publique, ce qui permet par conséquent à chacun de mieux apprécier et analyser l'adéquation et la cohérence entre orientations, actions et budget alloué.

En 2022, la programmation pluriannuelle des investissements est délibérée, ce qui garantit l'action immédiate tout en la plaçant en perspective.

Au-delà, un cycle de formations relatif aux finances à destination des élus du territoire est en cours. La relation financière entre l'intercommunalité et les communes doivent faire l'objet d'un pacte fiscal et financier à l'issue de l'adoption du projet de territoire.

D. Un processus décisionnel renouvelé : l' élu positionné au centre de la décision

La gouvernance a été entièrement renouvelée afin de déployer l'objectif annoncé de reconnecter communes et intercommunalité, de donner la voix au dialogue et à la co-construction, de positionner les élus au centre du système afin qu'ils puissent opérer des choix éclairés, en ayant conscience des incidences de ceux-ci.

Ce processus décisionnel renouvelé s'est traduit par l'adoption d'un nouveau règlement intérieur dans les 6 mois qui ont suivi les élections.

La mise en place de 22 comités de travail thématiques et d'une commission transversale ont permis que l'ensemble des élus communaux du territoire puissent s'investir dans l'élaboration des politiques publiques et des projets partagés.

Très concrètement, les comités de travail thématiques représentent un outil permettant de coconstruire des propositions qui sont soumises pour avis à la commission transversale via ses 4 collègues (Transitions / Développement territorial durable / Services de qualité / Ressources). La commission transversale formule des recommandations au bureau sur ces propositions.

La commission transversale constitue un maillon important de la chaîne de décision. Elle assure la cohérence des décisions prises au travers du prisme « accompagner les transitions pour le développement durable du territoire en s'appuyant sur des services publics de qualité tout en préservant les ressources ».

L'ensemble des propositions, assorties des recommandations de la commission transversale, est soumis au bureau pour arbitrage puis au conseil communautaire pour décision.

Le conseil communautaire a délégué les sujets du quotidien au bureau et au président. Il a repris sa place d'organe de délibération et de décision. En outre, le bureau communautaire et la conférence des maires, au-delà de leurs rôles réglementaires, sont des instances d'échanges et de dialogue.

Les travaux, retardés par le contexte sanitaire ont pu démarrer dès le mois de juin 2021. Toutes ses dispositions créent les conditions de la co-élaboration.

E. Des instances qui trouvent leur place

La conférence des maires, qui regroupe les maires des 47 communes, est positionnée sur les questions stratégiques afin que ces derniers puissent échanger sur leurs visions. En tant que représentants du bloc communal les maires définissent ainsi les orientations stratégiques à l'appui des enjeux du bloc communal. En outre, les maires se font le relais des discussions portées par le collectif au sein de leur conseil municipal.

Des séminaires ont également été organisés afin de construire une culture commune. Les conseillers communautaires ont ainsi pu échanger sur différents sujets. Ces derniers étaient accompagnés par les agents formés à la facilitation.

Ainsi, une définition de la place de l'observation pour déterminer des enjeux a été réfléchie le 23 septembre 2021. Lors d'un second séminaire le 20 novembre 2021, les élus se sont accordés sur l'ossature territoriale posant les différents rôles de l'intercommunalité et des communes. Enfin, le 2 avril 2022, ce sont les complémentarités et les spécificités entre élus et administrations qui ont été questionnées.

En parallèle, les priorités communautaires ont émergé lors de réunions de pôle, regroupant vice-présidents, direction générale et directions. Celles-ci ont ensuite été présentées en bureau pour avis.

La matière recueillie lors de ces temps de travail et d'échanges a permis de construire cette culture commune et de faire émerger une vision partagée.

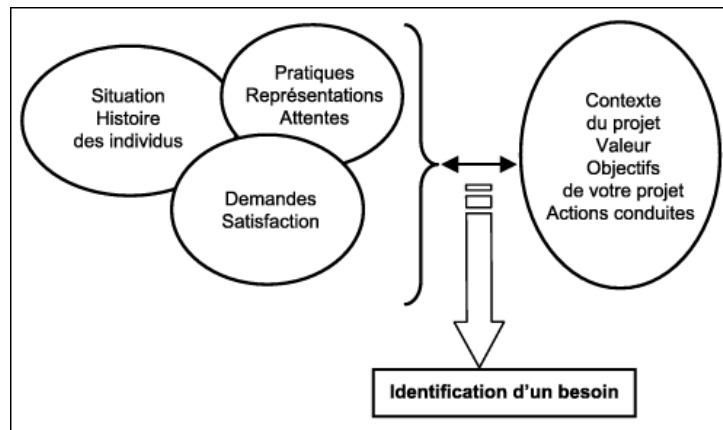
III. Une vision qui émerge et qui précise l'aspiration de départ : Accompagner les transformations pour le développement équilibré du territoire

L'équilibre ne sera garanti qu'en visant l'égalité réelle d'accès. Pour cela, l'analyse des besoins est primordiale, seule assurance d'adapter les dispositions aux spécificités et aux difficultés particulières, il est indispensable d'affirmer l'importance de l'égalité d'accès dans tous les domaines (A), d'affirmer l'armature territoriale (B) ainsi que la place de la commune et le rôle de l'intercommunalité (C).

A. Pour une égalité d'accès en partant des besoins, et un accompagnement des transformations

Le fait de porter un regard objectif sur le territoire notamment au travers du diagnostic socio-démographique nous permet de répondre aux besoins des habitants et non uniquement à leurs attentes.

Il s'agit de mieux prendre en compte les besoins qui ne s'expriment pas toujours, permettant de réduire l'écart entre l'avenir désiré et la réalité constatée.



S'agit-il d'une réalité ou d'un ressenti ? En fonction de la réponse à cette question au regard des aspirations posées dans le projet de territoire, des traitements très différents peuvent être envisagés.

Il s'agit de s'attacher aux causes et non aux seules conséquences. L'égalité d'accès aux services en partant des besoins identifiés est donc un objectif. Cela garantira l'adaptation de l'action publique aux spécificités rencontrées d'un public et/ou constatées pour une partie du territoire.

B. Une armature territoriale assumée

Les documents d'aménagement font le constat statistique d'un rôle de polarité pour six communes : Crémieu, Les Avenières Veyrins-Thuellin, Montalieu-Vercieu, Morestel, Saint-Chef et Tignieu-Jamezieu. Néanmoins, l'absence de ville centre rend la notion de bassin de services essentielle dans le maillage et le déploiement du projet de territoire afin de permettre la prise en compte des spécificités intra territoriales.

Au-delà de cette observation, les différents échanges et travaux menés au cours de ces derniers mois dessinent aujourd'hui le périmètre d'actions du bloc communal autour de 4 grandes échelles territoriales :

- La commune ;
- Le bassin de services ;
- L'intercommunalité ;
- L'inter territorialité.

La commune est le 1^{er} niveau de la République dans les territoires. La loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe en fait l'échelon de la proximité au travers des services qu'elle déploie. Le mouvement des gilets jaunes et encore plus la crise sanitaire ont rappelé à tous qu'au-delà du rôle indispensable de gestionnaire de proximité de la commune, c'est vers les maires que chacun se tourne comme garant des cohésions sociales et territoriales.

En outre en 10 ans, le nombre d'intercommunalités a diminué de 51,3% et le nombre de communes de seulement 4,69%. Aussi, l'émergence des « EPCI XXL », associée à un nombre très important de communes de très petite taille qui n'ont pas les moyens de développer des services fait émerger cette échelle intermédiaire, le bassin de service. Cet échelon doit également permettre de prendre en compte les spécificités de secteurs à l'intérieur du territoire de notre intercommunalité.

Il constitue la plus petite échelle à laquelle les habitants ont accès aux services et équipements de la vie courante :

- concurrentiels : supermarché, magasins de vêtements, électroménagers, meubles, librairie banque...
- non concurrentiels : gendarmerie, maison de retraite, crèche, équipements sportifs, écoles...
- de santé : médecin généraliste, infirmier, pharmacie...

- d'éducation : collège, lycée...

L'intercommunalité de son côté peut, compte-tenu de sa taille, venir en support aux communes et répondre à la mise en interdépendance des territoires. Le jeu combiné de la concentration de l'emploi dans les grandes villes et du développement de l'habitat dans le péri-urbain renforce le besoin de coopération à une échelle supra-territoriale pour un certain nombre de grandes politiques (mobilité, économie...). Les grandes décisions qui impactent le territoire sont souvent prises ailleurs. L'intercommunalité devra, légitimée par son action, se positionner dans les débats et tenter d'influer en portant la voix du territoire des Balcons du Dauphiné.

Ainsi, il s'agit de passer d'une armature territoriale constatée à une armature territoriale assumée.

C. Une intercommunalité au service de ses communes : Au-delà du faire à la place

L'idée de l'économie d'échelle lié à la fusion a fait long feu. Ainsi, il appartient de définir ensemble quelle est la bonne échelle d'intervention entre la communauté de communes et les communes, de répartir les rôles entre chacune et de donner les moyens aux unes ou à l'autre.

Ainsi, chaque sujet fera l'objet de diverses modalités de répartition. L'intercommunalité pourra mobiliser les acteurs du territoire afin de créer une dynamique propice à l'atteinte de résultats plus ambitieux.

Au-delà de la prise de compétences qui suppose un exercice exclusif de la communauté de communes, il s'agira systématiquement que chaque commune puisse décider du niveau d'intervention de l'intercommunalité, celle-ci peut en effet :

- Aider à faire ;
- Faire avec ;
- S'appuyer sur l'action propre des communes.

Ces différentes modalités garantiront que, quelle que soit la capacité de la commune, les habitants bénéficieront d'un égal accès aux services.

IV. Une observation pour comprendre le territoire

Ce territoire est fortement lié aux dynamiques périurbaines et à sa situation géographique, en limite Nord de l'Isère, et à la croisée de plusieurs départements. Il est bordé par le Rhône sur une large partie, ne dispose pas de gare et n'est traversé par aucun tronçon autoroutier.

Et ce, sans oublier également des caractéristiques et spécificités d'un territoire à dominante rurale aux atouts environnementaux et patrimoniaux exceptionnels mais également fragiles.

Il s'agit donc d'observer le territoire afin de définir une vision la plus réaliste et d'apporter des réponses objectives. Ainsi il est constaté que les besoins évoluent, d'autant plus que les habitants sont toujours plus nombreux (A), ce qui entraîne des défis environnementaux qui comportent une contrainte pour la vitalité économique et la préservation de la qualité de vie (B), ce qui oblige à mettre en valeur les atouts du territoire malgré les contraintes qui augmentent (C).

A. Des habitants plus nombreux et dont les besoins évoluent

1. Des logements insuffisamment diversifiés pour répondre à la diversité des besoins, notamment en lien avec la hausse des ménages de petite taille

La population du territoire a doublé en 40 ans, en lien notamment avec la dynamique de périurbanisation et l'installation de nouveaux habitants. Entre 2012 et 2017, la population continue d'augmenter de près d'1,5 % par an, tirée par le solde naturel (les naissances) et le solde migratoire (les nouveaux résidents).

Cette « vague » de périurbanisation se diffuse et se déplace historiquement d'ouest en est. La croissance profite aux villages plus qu'aux pôles urbains, avec un développement de l'habitat où la maison individuelle domine (85 % d'habitat individuel et 80 % de propriétaires occupants), sur un modèle consommateur de foncier. La part de logements locatifs, en particulier locatifs sociaux, reste globalement faible (5 %). Les polarités, au parc de logement plus diversifié, doivent également le plus souvent combiner avec les effets liés au « desserrement des ménages » (enfants décohabitants,

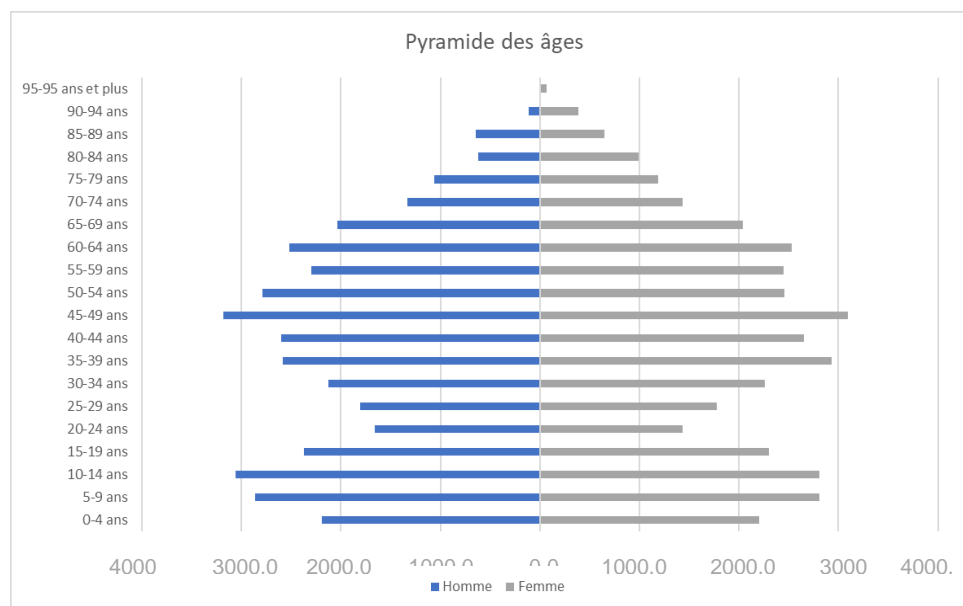
séparations, personnes âgées seules...) : leur croissance démographique reste modeste malgré la construction de nouveaux logements.

Une hausse des familles monoparentales et des ménages isolés, ainsi que des couples sans enfants est en effet constatée, tout comme celle des personnes âgées, dont le nombre augmentera fortement dans les prochaines décennies. Ces besoins sont donc à prendre en compte en termes de logements (localisation, taille, adaptation), d'équipements (type, proximité, accès) et d'accompagnement, sans oublier les gisements éventuels en matière de création d'emplois (services à la personne, par exemple).

Ce constat plaide pour une diversification des logements et leur plus fort développement sur les polarités, pour mieux répondre à l'évolution des besoins des ménages, de rapprocher les habitants des services tout en réduisant la dépendance à la voiture ainsi que la pression sur les espaces naturels et agricoles. Dans la suite du SCoT qui fixe de telles orientations, des outils comme le Programme Local de l'Habitat (PLH) ou l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) pourront donner une poursuite opérationnelle à ces objectifs.

2. Un territoire qui reste marqué par la part des familles et par conséquent l'attention particulière à porter aux moins de 20 ans et aux aînés.

Au-delà de ce constat, les Balcons du Dauphiné restent un territoire de familles : il compte 13 483 familles avec enfants, soit 4 ménages sur 10, et environ 2 000 enfants de moins de 3 ans en 2020. La part des enfants et adolescents est logiquement importante (20 % de la population à moins de 15 ans, soit plus de 16 000 enfants) : se pose ainsi la question de l'accompagnement des jeunes et notamment la classe d'âge des 16-25 ans, qui rencontre des problématiques spécifiques. Il s'agit de regarder leurs problématiques propres dans divers champs de politiques publiques et échelles d'intervention : domaine socioculturel, accueil de loisirs, investissement dans la vie locale, sport, formation/insertion, mobilités, santé...



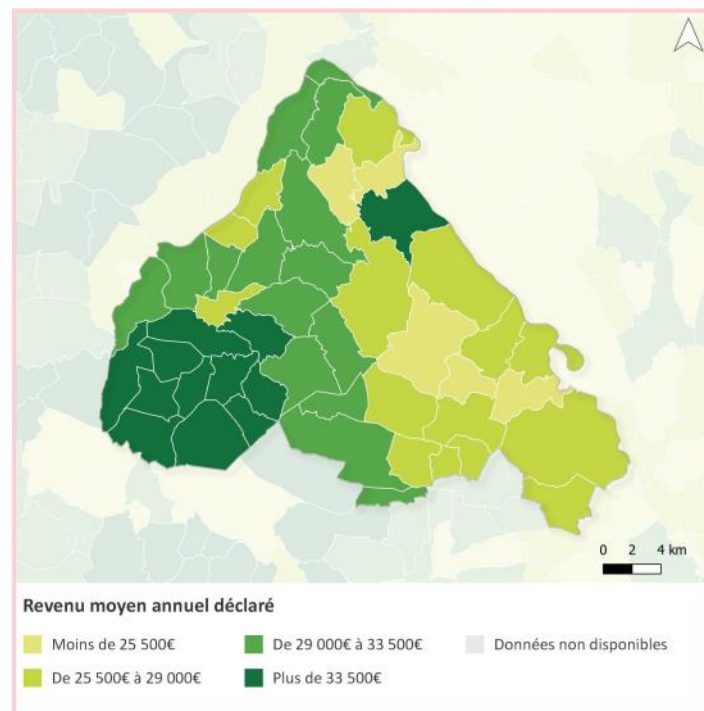
La part des personnes de plus de 65 ans, même si elles sont moins nombreuses que dans le reste du département, augmente plus rapidement. Cela suppose d'anticiper la prise en compte de leurs besoins à venir.

3. Une diversité de profils socio-économiques à prendre en compte

Des inégalités socio-économiques importantes sont constatées entre les villes - où les ménages sont plus modestes - et les petites communes. A cela s'ajoute une différence notable entre le sud-ouest du territoire, en contact avec les agglomérations lyonnaise et berjallienne, et habité par des ménages aux revenus supérieurs à la médiane iséroise, et le nord-est.

Aussi, si 10 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, on remarque de fortes disparités en termes de revenus des ménages selon le statut d'occupation du logement. Des situations de pauvreté sont relevées au sein des ménages locataires. Toutefois, il faut aussi prendre en compte que 10 % des

propriétaires occupants se situent sous le seuil de pauvreté, indiquant des potentielles situations de précarité, moins visibles.



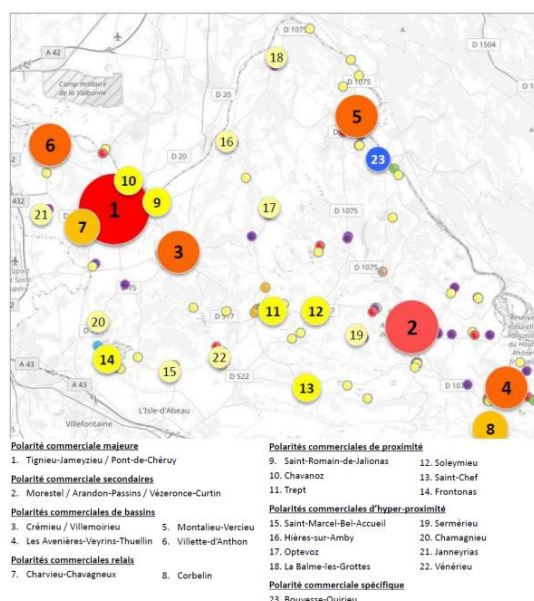
Source : DGFIP, 2020

4. Un accès aux services de proximité, publics comme privés, qui se fragilise et s'éloigne

Si aucun habitant ne se situe à plus de 15 minutes (en voiture) d'un commerce de proximité, l'offre alimentaire reste pour autant modérée quantitativement sur le territoire. Le territoire bénéficie aussi de quelques enseignes en équipement de la personne, de la maison ou culture-loisirs pour répondre aux besoins plus occasionnels. Le tissu de commerces de proximité des petits centres-bourgs (alimentaire, hygiène-santé-beauté, bar-tabac-presse...) répond globalement aux besoins, mais l'offre alimentaire de base reste fragile, d'autant plus que l'offre alternative (tournées, ventes directes) est très limitée.

Beaucoup de communes n'ont plus qu'un seul commerce alimentaire ou un dernier café restaurant.

Classification de l'offre commerciale /SCoT Boucle du Rhône en Dauphiné 2019



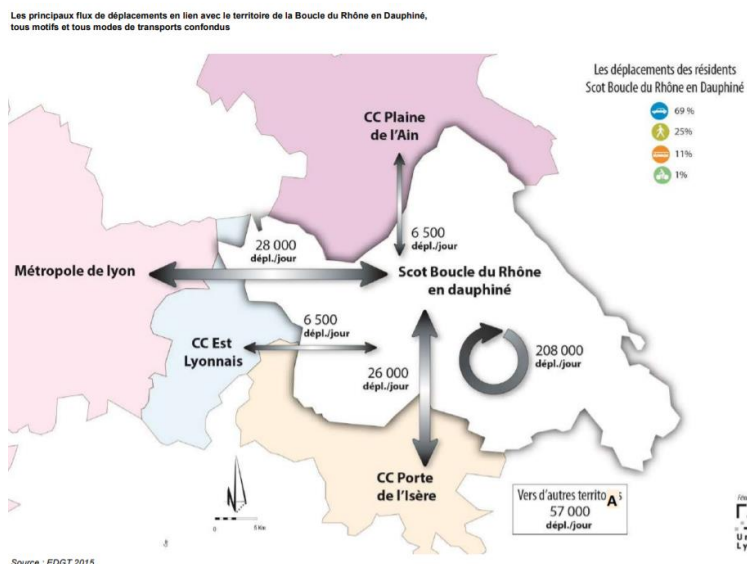
Concernant les offres de santé, il existe 3 maisons de santé pluridisciplinaires labellisées et 15 pharmacies. Il est comptabilisé 43 médecins généralistes en activité régulière, soit moins de 6 médecins généralistes pour 10 000 habitants (contre 8,6/10 000 habitants à l'échelle nationale). Or, le nombre de patients est croissant, notamment les patients âgés. Certains patients se retrouvent sans médecin traitant, sans compter l'impossibilité pour de nombreux médecins de réaliser des visites à domicile ou en Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD). De plus, près d'1/3 des médecins ont plus de 60 ans : les départs à la retraite sont donc à anticiper. Enfin, un seul pédiatre exerce sur le territoire malgré l'important nombre d'enfants.

Le maintien de services de proximité, d'une part, essentiels à la qualité de vie des habitants comme les commerces alimentaires ou l'offre de santé, est donc primordial, sans renoncer d'autre part à déployer et/ou rapprocher les services des habitants. En effet, se pose aussi la question de leur accessibilité pour les moins mobiles.

5. Sans voiture, peu de solutions de mobilités et d'accès à l'emploi et aux services

La moitié des déplacements des habitants est inférieure à 3 km et 2/3 d'entre eux se font pour autant en voiture. 40 % de l'ensemble des déplacements se font vers l'extérieur du territoire. Ce chiffre augmente encore si l'on se concentre sur la seule catégorie des actifs, dont 60 % travaillent à l'extérieur du territoire. Parmi les 40 % restants, moins de 2 personnes sur 10 habitent et travaillent sur la même commune. Ce territoire périurbain est donc logiquement marqué par son « hypermobilité ». Au final, 1 heure en moyenne par jour est consacrée aux déplacements. Aucune commune n'a un pourcentage d'actifs travaillant dans la commune, supérieur au nombre d'actifs travaillant à l'extérieur. 24 communes sont dans la zone d'emploi de Bourgoin-Jallieu, 16 communes sont dans celle de Lyon et 7 communes sont dans la zone d'emploi de Bourg-en-Bresse.

Si les déplacements domicile-travail sont importants sur le territoire, il existe aussi de nombreux autres besoins de mobilité liés, par exemple, aux loisirs, à la santé, aux études. Ces derniers motifs génèrent aussi fréquemment des déplacements extérieurs au territoire.

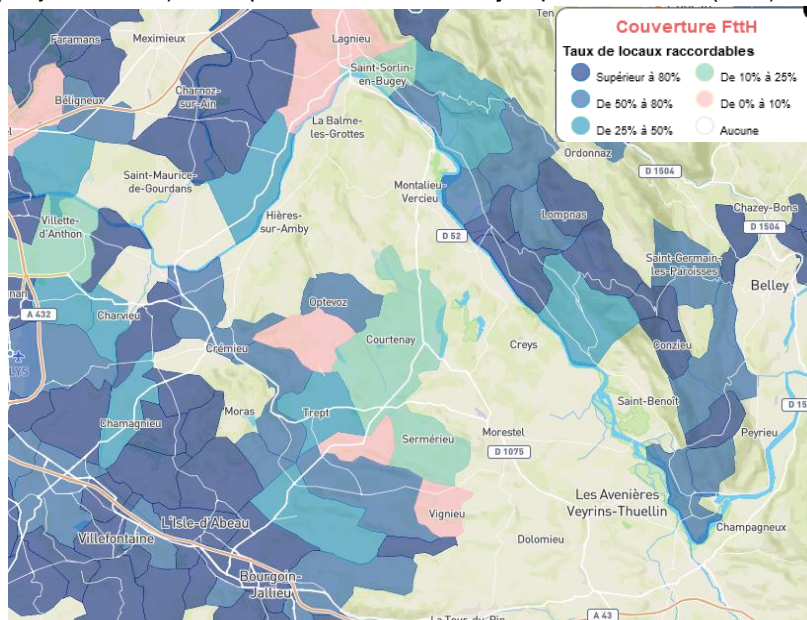


Ce constat ne doit pas faire oublier les besoins de nombreux habitants du territoire et les fragilités auxquelles une partie non négligeable d'entre eux est exposée, en particulier face à l'absence de solutions alternatives attractives. 6 % des ménages n'ont pas de voitures, les moins de 18 ans et les personnes âgées ou en situation de handicap sont les plus concernés. Il s'agit d'une contrainte réelle pour l'accès aux services, aux loisirs et à l'emploi (en France, une personne en insertion sur deux a déjà refusé un emploi ou une formation pour des problèmes de mobilité).

Un panel de solutions est donc à étudier et/ou développer, depuis le développement et la sécurisation des voies modes doux au transport à la demande, en passant par l'auto-partage ou les offres de covoiturage.

L'amélioration de la desserte numérique constitue aussi une solution. Au-delà de garantir l'attractivité économique et résidentielle du territoire, elle est également essentielle en matière d'équité sociale. La réduction de la fracture numérique notamment à l'est du territoire est un enjeu. Le numérique est un instrument majeur pour les services publics (e-administration, santé), c'est également un avantage conséquent en termes de qualité de vie (loisirs, télétravail...) et de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). L'accompagnement numérique des habitants apparaît comme indispensable pour faciliter les démarches administratives sans pour autant dégrader la qualité du service et le maintien du lien humain.

État (en juillet 2021) du déploiement de la fibre jusqu'au domicile (FttH)



B. Des défis environnementaux nombreux qui risquent de fragiliser la vitalité économique et la qualité de vie du territoire

1. Une dépendance territoriale aux énergies fossiles

Du point de vue de la consommation énergétique, le territoire est marqué, malgré sa dominante rurale, par un poids prépondérant de l'industrie pour plus de 50% (dont 80 % liée à une importante entreprise cimentière), suivi du logement (22%), du transport (17%) et du tertiaire (7%). Seulement 8% de ces énergies consommées sont renouvelables, avec principalement le bois-énergie et l'hydraulique. Le constat est similaire en matière d'émission de GES, avec cependant une nuance du fait de la présence de puits de carbone naturels importants, du fait de la préservation des tourbières et autres zones humides, des forêts...

Les enjeux majeurs de réduction des besoins énergétiques portent sur les bâtiments (tertiaires et logements privés), le transport routier individuel en développant notamment de nouvelles pratiques de mobilité (mobilités actives et partagées), et sur l'implication du secteur industriel dans l'optimisation de la consommation et la réduction de la part des énergies fossiles.

2. Un territoire vulnérable face au renchérissement des coûts de l'énergie

La consommation énergétique liée à l'habitat dépend de nombreux facteurs dont la forme et l'âge du parc. A l'échelle de l'aire métropolitaine lyonnaise, une grande partie des ménages qui consacrent un budget important de leur revenu aux dépenses énergétiques domestiques réside dans les communes rurales (58%) et périurbaines (20%). La dépense moyenne y est bien supérieure. Ce phénomène est d'autant plus important dans les communes rurales, où les ménages occupent des maisons individuelles, pour la plupart anciennes, qui génèrent des coûts énergétiques élevés. Ainsi, plus la part du revenu d'un ménage consacrée aux dépenses énergétiques est élevée, plus ce ménage est vulnérable, surtout en période d'augmentation du coût de l'énergie.

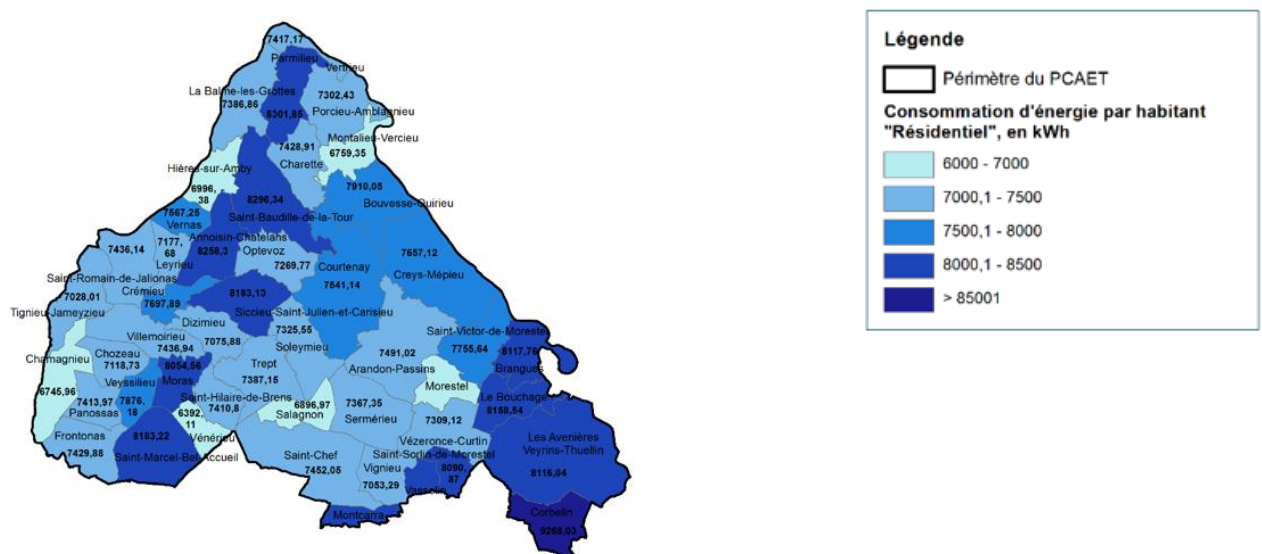
Or, le parc résidentiel du territoire dispose de 2 logements sur 5 construits avant 1974 ce qui interroge sur son état thermique (première réglementation thermique). Les niveaux d'isolation peuvent être

considérés comme plus corrects après la réglementation thermique de 2000, or près de 6 logements sur 10 ont été construits avant 1990.

Si l'habitat doit répondre aux nouvelles attentes des ménages marqués par l'évolution des modes de vie et par la complexité des parcours résidentiels, il s'agit de favoriser les logements et les constructions qui permettent de mieux répondre au défi climatique du XXI^e siècle et à la nouvelle donne énergétique, tout en encourageant les réhabilitations thermiques et changement de sources énergétiques.

A cette vulnérabilité énergétique liée au logement s'ajoute souvent celle liée à la mobilité, en lien avec le fait que les habitants effectuent quotidiennement des distances importantes pour aller travailler, le plus souvent en voiture. Les ménages les plus précaires peuvent se retrouver fortement fragilisés. Dans notre territoire, la partie est apparaît la plus vulnérable : elle conjugue des distances domicile-travail importantes, des logements plus anciens et des ménages aux revenus plus faibles qu'à l'ouest.

Il s'agit de fait d'une vulnérabilité globale du territoire, l'ensemble de son modèle périurbain basé sur l'énergie fossile bon marché étant remis en cause. Cela pèsera aussi sur le tissu économique, par la capacité des entreprises à recruter du personnel éloigné, ou par le renchérissement des coûts de production et/ou de transport.



3. L'impérative adaptation au changement climatique et la préservation de la ressource en eau

La vulnérabilité aux changements climatiques est déjà importante et visible avec des effets sur la ressource en eau, sur les productions agricoles, ou le confort dans les bâtiments par exemple.

La particularité géologique du territoire des Balcons du Dauphiné implique une grande complexité dans le fonctionnement du grand cycle de l'eau, où se côtoient des petits bassins versants avec celui du Rhône lui-même, des nappes perchées, des réseaux karstiques aux nappes alluviales du fleuve. Ces différentes ressources souterraines ont permis l'installation de nombreuses stations de prélèvement (38 stations) vouées principalement à l'adduction d'eau potable pour les habitants, mais aussi les process industriels et l'irrigation agricole.

En surface, l'ensemble du réseau hydrographique a été morphologiquement très modifié et une grande part des zones humides du territoire ont été drainées dans l'objectif de valorisation agricole. Au-delà de leurs objectifs initiaux, ces aménagements ont participé à l'altération d'un certain nombre de fonctions essentielles pour les milieux naturels et les activités humaines : la rétention de l'eau lors des crues, le soutien des cours d'eau et nappes souterraines à l'étiage par les zones humides, le pouvoir auto-épuratoire, l'accueil de biodiversité...

D'un point de vue qualité, les eaux souterraines sont plutôt bonnes, mais avec localement des pollutions diffuses et/ou accidentelles (nitrates, pesticides). Concernant les cours d'eau, la grande majorité sont dits « en mauvais état », soit pour le critère chimique, soit pour le critère biologique. Un lien peut être fait à la fois avec les pollutions diffuses d'origines agricoles (azote et pesticides), et les dispositifs

d'assainissement collectifs et individuels pour partie non conformes. Sur ce dernier point, un rattrapage récent est en cours, suite à d'importants investissements des collectivités en charge.

Du fait de l'augmentation des besoins en eau, additionné au réchauffement climatique, la pression sur la ressource se fait sentir, relevant en période estivale de nombreux secteurs de cours d'eau en assec sur des linéaires très significatifs. Cela met en cause le fonctionnement des milieux naturels et le maintien de la biodiversité, et plus globalement l'ensemble des activités humaines. S'agissant de l'eau potable par exemple, il faut inciter à des usages plus économes et améliorer le rendement des réseaux. Concernant les productions agricoles : 1/5 des surfaces sont irriguées, avec une ressource qui provient à 40% en dehors du Rhône, dans des nappes et cours d'eau très contraints. Les pratiques et les cultures doivent donc être accompagnées afin d'évoluer pour s'adapter à ces nouvelles difficultés.

Au-delà des enjeux de ressource en eau et d'évolution/adaptation de la végétation agricole comme forestière, se posera bien entendu la question du confort thermique des logements et de la limitation des îlots de chaleur. L'isolation des logements (pour le confort d'été comme d'hiver), la dés-imperméabilisations des sols, la végétalisation des espaces bâtis, la création de « lieux de fraîcheur » (pouvant également jouer un rôle dans la promotion touristique du territoire) figurent parmi les pistes incontournables.

C. De nombreux atouts à valoriser pour renforcer l'attractivité du territoire

1. Un tissu économique diversifié et robuste dont il faut accompagner et faciliter le développement dans un contexte de contraintes croissantes

L'économie des Balcons du Dauphiné est marquée par la diversité de son tissu industriel et artisanal (avec une spécialisation dans la mécanique et le textile, mais aussi l'exploitation et valorisation des déchets et matériaux), ses activités commerciales (malgré une fragilisation de l'offre de proximité), ses filières agricoles (avec une diversification croissante des exploitations vers les circuits-courts et le tourisme vert), son offre touristique riche et variée (nature, culture, patrimoine, sport, véloroutes/voies vertes, parc d'attraction...) et son économie résidentielle en croissance. Le territoire cumule un peu plus de 5 000 entreprises avec une économie tournée majoritairement vers l'économie résidentielle qui rassemble 60 % des emplois et 65 % des établissements.

Cette diversité est une richesse et une force. Elle permet la robustesse de l'économie du territoire et sa polyvalence. Elle est source de résilience du territoire face aux éventuelles crises. Ces avantages sont renforcés par une répartition plutôt équilibrée des activités économiques sur le territoire. Enfin, la création d'entreprise est particulièrement dynamique.

La typologie des entreprises présentes est également un avantage. Plusieurs grandes entreprises industrielles historiques jouent le rôle de locomotives, mais leur centre de décision se situe souvent à l'extérieur. On peut noter également la présence d'un tissu conséquent de petites entreprises qui représentent un potentiel de développement économique et d'emploi importants.

Si le taux d'activité est très élevé (près de 80 %), les entreprises font pour autant état de certaines difficultés : difficulté de recrutement, manque d'offre de formation, manque de logements diversifiés et de services, problématique de mobilités à l'intérieur du territoire... Nombreuses de ces problématiques sont déjà identifiées au travers d'autres prismes (politique de l'habitat, stratégie mobilité ...).

Un enjeu spécifique concerne la capacité du territoire à retenir (ou faire revenir) les jeunes actifs (tranche 20-30 ans), dont une forte proportion réside ailleurs. Le parc de logement inadapté fait partie des éléments d'explication. Une partie de la réponse à ces besoins se trouve dans la création de logements aidés, mais également dans le développement d'une offre locative plus importante, notamment pour de plus petits logements. Les attentes des actifs évoluent aussi avec des souhaits de qualité de vie au travail renforcés, de conciliation avec la vie personnelle et familiale, de sens donné au travail et de cohérence avec ses engagements personnels (prise en compte des enjeux environnementaux par exemple).

A ces questions de ressources humaines, s'ajoute la problématique croissante de l'accès au foncier pour les entreprises. Les disponibilités foncières sont limitées dans les zones d'activités d'une part. D'autre part, la doctrine du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) des sols ainsi que les exigences environnementales croissantes (logique de compensation) contraignent le modèle classique des Zones d'Activités (ZA) à se réinventer pour affronter des difficultés nouvelles (optimisation foncière, valorisation de délaissées, nouveaux modes constructifs, réhabilitations de friches...).

Tous ces éléments militent pour un accompagnement renforcé du tissu entrepreneurial du territoire, qu'il s'agisse de création de liens inter-entreprises, d'accompagnement dans les projets de développement (recherche de foncier d'implantation et/ou de compensation), du développement d'un cadre de vie attractif pour l'accueil de nouveaux employés, notamment des cadres, etc.

2. Une identité touristique et culturelle « Balcons du Dauphiné » à renforcer et mieux faire connaître

Les Balcons du Dauphiné bénéficient d'une réelle richesse et diversité en termes de sites de visites, qu'ils soient patrimoniaux, naturels ou récréatifs. L'intercommunalité et les communes investissent massivement dans des équipements et des sites touristiques, patrimoniaux et naturels particulièrement qualitatifs et qui caractérisent, entre autres, la spécificité et la notoriété du territoire. La réalisation d'infrastructures de qualité dédiées au vélo (ViaRhôna, voie verte) en est une des manifestations les plus visibles. L'organisation de festivals comme l'Isle en Scène et le Solstice de Brangues participent aussi de cette notoriété et de la découverte du territoire par le média culturel.

Il convient de définir la façon dont les acteurs locaux se saisissent de ces atouts pour en faire des vecteurs de développement territorial, notamment économique. La proximité immédiate de la métropole lyonnaise et d'agglomérations régionales constituent autant de bassins de proximité, émetteurs potentiels de visiteurs. Face à cela, un manque d'identité touristique en tant que destination de séjour est pourtant encore constaté. Il nous faut forger l'image de ce nouveau territoire des Balcons du Dauphiné et de la qualité de son offre au travers d'une stratégie de communication et marketing adaptée. L'économie touristique constitue de fait un réel levier d'entraînement pour l'économie du territoire (nuitées, restauration, achats de produits locaux...).

3. Des productions agricoles de qualité avec un fort potentiel de valorisation en circuits courts

L'agriculture des Balcons du Dauphiné est à l'image de ce territoire : diversifiée et multiple. La polyculture/élevage domine, avec une part importante de grandes cultures dans les plaines alluviales et les marais, ainsi que de l'élevage sur le plateau de l'Isle Crémieu notamment. Quelques spécificités également, comme la viticulture sur le secteur de St Chef, ou la culture de pomme dans la plaine du Bouchage.

Les surfaces agricoles représentent environ 30 % du territoire (30 745 ha de Surface Agricole Utile (SAU)), valorisées par près de 550 exploitations. Si la baisse du nombre d'exploitations est constante et importante depuis 20 ans, la SAU s'est maintenue, témoignant de la hausse des surfaces des exploitations restantes.

Parallèlement, une évolution des pratiques se constate aussi. La dynamique résidentielle, les nouvelles attentes des consommateurs, la proximité de l'agglomération lyonnaise sont sources d'opportunités stimulant des stratégies de valorisation des productions et diversification des activités. L'agriculture biologique progresse (12 % de la SAU en 2020, soit 3 395 ha, ce qui est 40% supérieur à la moyenne nationale – source CRATER). La vente directe est plutôt bien développée vis-à-vis d'autres territoires. En 2015, 20 % des exploitations du territoire pratiquaient au moins une activité de diversification liée à la production agricole ou non agricole (gîte, accueil pédagogique etc.).

Inversement, la périurbanisation est également source de nouvelles difficultés avec lesquelles la profession doit conjuguer : consommation foncière (750 ha artificialisés entre 2000 et 2015) spéculation foncière et complexification de l'accès à la terre, précarisation des baux, conflits d'usage, difficultés de circulation des engins agricoles... L'approbation récente du SCoT Boucle du Rhône porte des obligations de polarisation et densification du développement urbain qui prennent en compte ces difficultés.

Dans le cadre d'une stratégie alimentaire locale à bâtir, de nouveaux débouchés pourront être proposés dans des conditions d'exploitation inscrites dans les priorités souhaitées par les élus pour le territoire (respect de la biodiversité et de la ressource en eau notamment). Les productions inscrites dans cette dynamique, au-delà de débouchés garantis, pourront bénéficier de bonification de valeurs, par le biais d'une labellisation par exemple.

4. Un territoire riche de ses diversités architecturales et patrimoniales

L'attractivité du territoire repose pour beaucoup sur la qualité de son cadre de vie, qualité qui pourrait être remise en cause par les formes actuelles du développement urbain (extensions urbaines,

artificialisation d'espaces agricoles et naturels, prédominance de la maison individuelle). Les collectivités doivent donc être vigilantes face aux risques de banalisation paysagère du territoire. En effet, la poursuite de la périurbanisation s'accompagne de formes urbaines standardisées qui pourraient homogénéiser un territoire riche de ses diversités architecturales et patrimoniales (influences dauphinoises, savoyardes et bugistes) et porter atteinte à son image du territoire et sa valeur touristique.

Il est donc primordial pour les Balcons du Dauphiné d'accompagner leur développement territorial en équilibre avec les enjeux de biodiversité, écosystémiques et paysagers. Cette volonté se traduit d'une part par la poursuite d'actions de capitalisation de connaissance (les ressources et la qualité des eaux superficielles et souterraines, la faune, la flore, les fonctionnalités...) et, d'autre part, au travers d'actions de préservation et de restauration des milieux naturels ou d'adaptation des activités humaines à la sensibilité des ressources.

La poursuite de l'attractivité résidentielle doit également s'accompagner des investissements et renouvellements d'infrastructures et réseaux nécessaires au maintien de la qualité de vie des habitants actuels futurs : réseaux d'eau potable, traitement des eaux usées, adaptation des axes routiers, création d'offres de mobilité nouvelles en alternative à l'autosolisme...

V. Des enjeux locaux majeurs qui émergent en cohérence avec le contexte extérieur

Les enjeux émergent de la confrontation entre l'horizon 2030 souhaité et l'état des lieux de l'existant. Il s'agit de valoriser les diverses dynamiques (économiques, démographiques...) en maîtrisant les pressions qui peuvent les accompagner (sur le foncier notamment), mobiliser les moyens nécessaires pour ne pas être seulement un territoire qui croît, mais plutôt un territoire qui se développe. Il convient de transformer l'action publique pour couvrir les besoins des habitants en maintenant les équilibres.

Aussi, ont émergé des enjeux sur lesquels il est essentiel d'investir car leur prise en compte garantira de s'approcher de la vision et donc d'influer sur le réel et par la même de le transformer. L'accès aux services (A) est le premier d'entre eux, auquel s'ajoute les mobilités (B), l'adaptation aux impacts du changement climatique (C), la préservation de la ressource en eau (D) et de la biodiversité (E).

A. L'accès aux services en milieu rural

La France a développé, sur son territoire, un réseau dense de services publics dont la carte reste principalement le reflet de préoccupations nationales. Cependant, comme les autres pays européens, elle doit adapter cette offre de services publics à des évolutions démographiques différenciées selon les régions, et saisir les opportunités d'amélioration du service et de gains d'efficacité permises par la révolution numérique.

Certains services publics, comme la gendarmerie nationale, les écoles ou la poste, conservent un maillage en milieu rural important, malgré leurs réorganisations. D'autres services publics, comme les préfectures, les trésoreries se sont orientées vers la dématérialisation des procédures, entraînant une diminution des guichets physiques. Cette évolution crée parfois un sentiment d'abandon, faute d'une évaluation suffisante des publics concernés, parfois très éloignés du numérique. Par ailleurs le rapport de la chambre régionale des comptes délibéré en avril 2022 juge la baisse ininterrompue des effectifs de l'administration d'État dans les territoires depuis 2010 peu réaliste. En effet, les optimisations réalisées d'un côté n'ont pas été réaffectées au regard des besoins, de l'autre.

Cela a pour effet d'entraîner une perte sèche de services sur des territoires comme les Balcons du Dauphiné. Les communes et l'intercommunalité compensent partiellement celle-ci, la création des espaces France services s'ils apportent un conseil précieux ne peuvent remplacer l'ensemble des services ayant quitté le territoire.

Que peuvent faire les territoires, les habitants et les élus, pour répondre à ces nécessités, dans un contexte de diminution des ressources et d'augmentation des besoins ?

La mobilité et la couverture numérique sont des problématiques qui doivent être appréhendées lorsque l'on parle de proximité et/ou d'accessibilité de services. La desserte numérique du territoire est nécessaire pour garantir sa performance économique, son attractivité résidentielle, mais elle est également essentielle en matière d'équité sociale. Les principaux services publics (hors écoles et structures petite enfance) et services médicaux ou « institutionnels » restent en périphérie du territoire, ce qui repose le problème de leur accessibilité. L'égalité d'accès aux services en milieu rural est un enjeu fort, cela suppose d'identifier les freins pour les lever.

B. La mobilité

Se déplacer facilement est un élément indispensable à la qualité de vie quotidienne des habitants. La mobilité est en effet une condition essentielle d'émancipation et d'accès de plein droit aux notions de liberté et d'égalité qu'elle véhicule, qu'il s'agisse d'accès à l'emploi, aux études, aux activités sportives, culturelles et de loisirs, aux démarches administratives, aux rendez-vous médicaux ou encore aux courses alimentaires. Les deux facteurs les plus limitants sont de nature géographique (éloignement de toute offre alternative à la voiture dans les secteurs ruraux) et en lien avec les difficultés de certains habitants (en situation de handicap, personnes âgées, jeunes et foyers modestes). Au-delà des solutions physiques à proposer, favoriser l'accès à une information fiable, simple et centralisée, accessible à tous aussi bien de façon numérique que via des relais de proximité (mairies, Espaces France Service) est essentiel. Il en va de la lutte contre l'isolement et du maintien des liens sociaux essentiels au bien-être des habitants. Il en va aussi de la lutte contre la vulnérabilité énergétique croissante des ménages face au renchérissement des énergies fossiles ainsi que de la réduction de la production de GES, accélérateurs du changement climatique.

Être un territoire résilient et compétitif face aux défis environnementaux et sociétaux à venir passe donc inévitablement par une politique mobilités ambitieuse et soucieuse de répondre aux besoins des habitants.

C. L'adaptation aux impacts du changement climatique

Les preuves scientifiques sont sans équivoque : le changement climatique est une menace pour l'humanité et la planète. Le dernier rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), publié le 4 avril 2022, montre que les risques climatiques apparaissent plus tôt que prévu, et de manière plus sévère (sécheresse, tempêtes, vagues de chaleur, etc.).

Les tendances et projection pour notre territoire donnent une augmentation de température entre 1 et 1,5 °C d'ici 2050, avec mise en œuvre d'une politique climatique (Source : DDT38 – Les enjeux du changement climatique en Isère - Données DRIAS), et entre 4 et 4,5 °C sans politique climatique.

Le changement climatique s'inscrit dans le contexte plus large des nombreux impacts humains sur l'environnement : perte de biodiversité, épuisement des ressources naturelles, dégradation des sols et des écosystèmes. Les interactions entre climat, écosystèmes et sociétés humaines sont donc essentielles à prendre en compte pour bien comprendre les risques liés au changement climatique, et définir des pistes d'adaptation.

La rénovation des bâtiments, la transition vers les mobilités bas carbone (transports en commun, marche, vélo, covoiturage), la maîtrise de nos productions et nos consommations (d'énergie, de ressource, d'espace...), la gestion des espaces naturels, la sobriété, une alimentation saine issue d'une agriculture durable, sont autant de pistes d'actions pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre et la dégradation de nos écosystèmes.

Il revient au territoire de traiter ces champs d'actions par la mise en œuvre de politiques favorables à la lutte contre le changement climatique, répondant aux enjeux plus spécifiques de notre territoire, que sont l'agriculture, l'eau, la population et la préservation du patrimoine. La vulnérabilité du territoire au changement climatique est définie par le croisement entre les effets potentiels du changement climatique et l'impact des différentes activités. Il en est ici ressorti une priorité du PCAET plan climat en matière d'adaptation sur cinq secteurs stratégiques prioritaires.

D. La préservation de la ressource en eau

La stratégie vise à améliorer la résilience du territoire face aux conséquences du changement climatique et de ses impacts sur la ressource en eau. Pour cela, la communauté de communes envisage plusieurs axes de progrès :

- Intégrer des enjeux liés aux faibles niveaux d'eau et optimiser les usages de l'eau : il s'agit d'un enjeu majeur du territoire avec un risque important de diminution de la ressource. La collectivité veut intégrer cet enjeu dans les politiques publiques à la fois en termes de préservation de la ressource et d'économie de ses usages. Cela passe notamment par :
 - o la protection des captages d'eau potable dans un contexte de tension sur la ressource vis-à-vis des pollutions ;

o l'amélioration des rendements des réseaux d'alimentation en eau potable afin de réduire les pertes et d'optimiser la ressource ;

- Prendre en compte les phénomènes liés au changement climatique dans la vie économique : le secteur économique et en particulier nombre d'industries du territoire, présente une sensibilité importante aux conséquences du changement climatique (disponibilité en eau, conflits d'usages sur l'eau, période de fortes chaleurs, rupture d'approvisionnement énergétique ou de la chaîne logistique...). Il convient d'intégrer cette culture du risque climatique au sein des entreprises afin d'augmenter leur résilience.

- Promouvoir une agriculture résiliente : secteur économique majeur des Balcons du Dauphiné, l'agriculture est aussi le premier secteur impacté par le changement climatique. Qu'il s'agisse de la dépendance à la ressource en eau, des sécheresses plus importantes, des gelées tardives ou encore de l'apparition de ravageurs et maladies, les impacts du changement climatique sur le secteur agricole sont déjà perceptibles.

E. La préservation de la biodiversité

En France métropolitaine selon l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), 14% des mammifères, 24% des reptiles, 23% des amphibiens et 32% des oiseaux nicheurs sont menacés de disparition du territoire, tout comme 19% des poissons d'eau douce ou 15% des espèces d'orchidées pour la flore. Ce constat partagé de l'érosion de la biodiversité semble être sans précédent et s'accélérer. L'origine en est principalement l'augmentation des pressions anthropiques sur près de l'ensemble des milieux et le changement climatique.

Le territoire des Balcons du Dauphiné a une grande responsabilité en matière de biodiversité, relevant une incroyable richesse écologique : à titre d'exemple, il abrite 30 habitats naturels d'intérêt européen, près de 75 espèces de la directive européenne « Habitats-Faune-Flore » et 60 espèces de la directive « Oiseaux » ; Ainsi, le site Natura 2000 qu'il accueille est un des premiers sites français du point de vue de la diversité d'espèces et d'habitats naturels d'intérêt européen, alors qu'il n'est que le 262ème en termes de surface.

Afin de contribuer à répondre à cette perte croissante de biodiversité, une nouvelle stratégie nationale a été adoptée pour les 10 ans à venir. Elle vise un niveau de protection de 30 % du territoire national, dont un tiers sous protection forte. Le territoire des Balcons du Dauphiné, ensemble du bloc communal, contribue aujourd'hui à un très bon niveau avec 2,6 % en protection forte (contre 1,8 % au niveau national) et 23 % pour l'ensemble des protections. Mais ce travail doit encore se poursuivre.

Par ailleurs, la biodiversité nécessite une prise en compte, au-delà des sites protégés et une intégration dans l'ensemble des espaces, par l'ensemble des acteurs socio-économiques du territoire, à l'image des derniers projets d'aménagement portés par la communauté de communes (ViaRhôna ouest, voie verte des Balcons du Dauphiné...). Enfin, la biodiversité et les écosystèmes naturels et agro-naturels peuvent être considérés comme un véritable atout du territoire, source de résilience dans un contexte de changement climatique et support de développement (tourisme...).

Les questions relatives au foncier et à l'encadrement de son artificialisation dans le contexte de la loi Climat et Résilience doit nous interroger sur les stratégies à mettre en place, afin de garantir le développement équilibré du territoire malgré tout.

Chaque orientation est envisagée afin de garantir l'égalité d'accès aux services déployés et de les construire en croisant analyse des besoins et vision à l'horizon 2030.

* *
*

Ces enjeux majeurs deviennent une grille de lecture pour analyser les orientations de tous les acteurs du territoire qui décident de s'engager sur ce socle. Les réalisations sont passées au tamis de ces enjeux. Il est alors décidé d'abandonner celles qui sont contraires, de faire évoluer celles qui les prendront en compte et de garder en l'état celles qui sont en cohérence.

● **Le président propose de**

- **VALIDER les termes du présent rapport**
- **DIRE qu'il représente le socle du projet de territoire des Balcons du Dauphiné,**
- **DIRE que les enjeux majeurs sont :**
 - **L'accès aux services en milieu rural**
 - **Les mobilités**
 - **L'adaptation aux impacts du changement climatique**
 - **La préservation de la ressource en eau**
 - **La préservation de la biodiversité**